FO FÉDÉRATION DES FINANCES

LA LETTRE DE L'ACTION SOCIALE

11 - 2019

GROUPE DE TRAVAIL « Réseau de l'Action Sociale »

ENCORE UN CLASH !

En décembre 2018, une mission a été confiée au sein du secrétariat général des ministères économiques et financiers à Mme WALTERSKI, chargée de mission auprès du sous-directeur des politiques sociales, sur le fonctionnement du réseau de l'action sociale. En parallèle, une phase d'enquête sur le terrain s'est déroulée impliquant tous les acteurs de l'action sociale, allant du niveau national au niveau local.
FO FINANCES a dans ce cadre été auditionné en avril dernier.

Ce rapport initialement prévu en juin 2019, n'a été finalisé pour des raisons inexpliquées que six mois plus tard. Le rapport de Madame WALTERSKI s'est pour le moins fait attendre.
Ce document met en exergue des défaillances dans la gouvernance et surtout l'absence de réflexion sur l'évolution de la politique générale de l'action sociale.
La politique de suppressions d'emplois est aussi un des facteurs de dégradation du réseau de l'action sociale.
Depuis ces 10 dernières années, on assiste à une régression de l'ensemble de l'action sociale.

Citons quelques exemples :

- Suppression des postes d'assistante de délégation,
- Recrutement des délégués imposé par catégorie,
- Modification du calcul des crédits action locale,
- Baisse du budget CAL,
- Mise en place des correspondants régionaux CHORUS (structure régionale d'appui),
- Fermeture à tout va des restaurants financiers,
- Crédits coins repas intégré dans les CAL sans compensation,
- Entrave au fonctionnement du CDAS,…etc

Sans compter les diminutions successives des budgets et la mise en réserve allant jusqu'à 8% certaines années. Cette liste n'est pas exhaustive !
Un groupe de travail s'est déroulé le 3 décembre 2019 pour engager le débat sur les suites à donner à ce rapport.

Dans ses propos liminaires, **FO FINANCES** a mis en perspective le constat établi par Mme WALTERSKI dans le contexte général où l'action sociale ministérielle est conduite.
Aujourd'hui, le bilan de ce rapport est sans appel : il n'y a plus les moyens en personnel pour faire fonctionner le réseau de l'action sociale. Ce résultat est bien de la responsabilité de nos ministres !

Pendant des années, les fédérations ont participé à tous les groupes de travail pour n'avoir au final que peu de résultats concrets et d'écoute de la part de nos interlocuteurs.

FO FINANCES a réaffirmé ses principales revendications et exigences :

- La création de poste d'assistant de délégation, particulièrement dans les délégations qui en sont dépourvues et plus généralement le renforcement sur l'ensemble du réseau.
- L'action sociale ne peut exister sans le maintien d'un réseau au plus près des agents, à savoir au niveau départemental.
- L'opposition à la fusion des associations AGRAF, ALPAF et EPAF.
- L'élection du délégué départemental.

Les multiples rapports qui nous ont été présentés depuis 18 mois, ont posé des constats, proposé des évolutions créant un climat anxiogène parmi les personnels. Les atermoiements n'ont maintenant que trop duré.
La politique d'action sociale est primordiale dans le contexte actuel de multiples restructurations dans les directions et d'attaques jamais vues contre les fonctionnaires.

Ce groupe de travail a commencé sous de bien mauvais auspices, avec un président de séance plus préoccupé par ses sms que par les propos liminaires des différentes fédérations. Son départ prochain serait-il la raison de son désintérêt flagrant ?
Même si notre fédération n'a pu s'associer à la déclaration de ses homologues de la CGT et de Solidaires, en raison d'une réception nocturne de leur projet, nous ne pouvions qu'avoir la même conclusion, à savoir le départ de notre délégation.
D'autant plus que le président en rajoutait dans la provocation en affirmant qu'aucune réponse ne serait apportée aux fédérations durant un « groupe de travail informel ». A quoi bon siéger dans ces conditions ?

FO FINANCES reviendra sur cet important dossier à l'occasion de l'audience accordée par Mme BARBAT-LAYANI, nouvelle Secrétaire Générale des Ministères Economiques et Financiers.